



**PREFECTURE DU FINISTERE**

**Direction Départementale  
de l'Équipement et de  
l'Agriculture**

**Arrêté n° 2009-1876  
du 02/12/2009**

**ARRETE PREFECTORAL**

**portant complément à l'autorisation accordée  
par arrêté préfectoral du 9 février 1982  
au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement  
concernant le barrage du Drennec à Sizun**

**Le Préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-3, L.214-18, R.214-112 à R.214-147 ;
- Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le préfet de la région Centre le 26 juillet 1996 ;
- Vu la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Vu la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ;
- Vu le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et modifiant le code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 29 février 2008 modifié fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;
- Vu l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 1982 portant réglementation de la dérivation des eaux de l'Elorn au lieu-dit "Le Drennec" dans la commune de SIZUN par un ouvrage de retenue en vue de l'alimentation en eau potable de syndicats, communes et villes voisines et du soutien des étiages de l'Elorn ;
- Vu le dossier de présentation du projet d'installation d'une micro-centrale hydroélectrique au barrage du Drennec déposé le 15 septembre 2009 par le syndicat de bassin de l'Elorn ;
- Vu l'avis du service chargé de la police de l'eau en date du 25 septembre 2007 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Finistère (CODERST) en date du 19 novembre 2009 ;

Vu la lettre du 23 novembre 2009 par laquelle M. le président du syndicat de bassin de l'Elorn a fait connaître qu'il n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 9 février 1982 nécessite d'être mis en conformité avec les dispositions du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 et de l'arrêté ministériel modifié du 29 février 2008 ;

Considérant les caractéristiques techniques de l'ouvrage notamment sa hauteur de 25 mètres et son volume de 8,7 millions de mètres cubes tels que définis à l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

Considérant que le barrage du Drennec a été mis en eau pendant l'hiver 1981-82 ;

Considérant que la demande d'installation d'une micro-centrale hydroélectrique du syndicat de bassin de l'Elorn mentionnée dans l'article 8 de l'arrêté du 9 février 1982 est recevable et va dans le sens d'une démarche de développement durable ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **A R R E T E**

### **Titre I – CLASSE DE L'OUVRAGE ET MISE EN CONFORMITE**

#### **Article 1– Classe de l'ouvrage**

Le barrage du Drennec recevant les eaux de l'Elorn sur les communes de SIZUN et COMMANA et appartenant au syndicat de bassin de l'Elorn, ci-après nommé "le bénéficiaire", relève de la classe A au sens du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 concernant la sécurité des ouvrages hydrauliques.

#### **Article 2 – Prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté de l'ouvrage**

Le présent article modifie les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 9/02/1982 :

- article 3 : abrogé,
- article 11 : suppression de l'alinéa "visites annuelles, quinquennales et décennales".

Les modalités d'exploitation, d'entretien et de surveillance du barrage du Drennec doivent être rendues conformes aux dispositions des articles R.214-122 à R.214-129 et R.214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008. Ainsi, le bénéficiaire est tenu de satisfaire aux demandes et aux délais suivants :

- constitution (ou mise à jour) du dossier barrage avant le 31/03/2010;
- constitution (mise à jour) du registre d'exploitation du barrage avant le 31/03/2010;
- description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage avant le 31/03/2010, et notamment :
  - consignes écrites dans lesquelles sont fixées les instructions de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ainsi que celles concernant son exploitation en période de crue,
  - consignes écrites précisant le contenu des visites techniques approfondies ;



- production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites d'exploitation avant le 31/03/2010;
- transmission tous les ans au service de police de l'eau du rapport de surveillance;
- transmission au service de police de l'eau du rapport d'auscultation avant le 31/12/2010 puis tous les 2 ans après cette première transmission;
- transmission tous les ans au service de police de l'eau du compte-rendu des visites techniques approfondies;
- réalisation d'une revue de sûreté du barrage en 2016 ou avant cette date si son état le justifie;
- réactualisation de l'étude de dangers du barrage avant le 31/12/2012 puis mise à jour au moins tous les 10 ans.

## **Titre II – INSTALLATION D'UNE MICRO-CENTRALE HYDROELECTRIQUE**

### **Article 3 – Micro-centrale hydroélectrique : description – puissance - fonctionnement**

Le présent article remplace l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 9/02/1982.

Le bénéficiaire est autorisé à installer une micro-centrale hydroélectrique en dérivation latérale de la conduite de diamètre 800 mm de la galerie supérieure à l'emplacement du piquage existant et prévu à cet effet.

#### **3-1 description de la micro-centrale :**

Cette micro-centrale comprend deux groupes turbines constituées de :

- la turbine principale : implantée dans une fosse attenante au bajoyer rive droite du bassin de dissipation et restituant l'eau turbinée dans ce bassin au travers d'une fenêtre creusée dans ce bajoyer;
- la picoturbine : qui comprend deux petites turbines, raccordées à la conduite d'alimentation de la pisciculture expérimentale INRA des Monts d'Arrée (PEIMA) de diamètre 300 mm et implantées dans une fosse contournée par le by pass menant à cette conduite.

#### **3-2 Puissances développées et turbines :**

Les données permettant d'obtenir les puissances développées sont les suivantes :

<b>Caractéristiques</b>	<b>Turbine principale</b>	<b>Picoturbine</b>	<b>total</b>
Hauteur de chute totale	24,50 m		
Débit utilisable	1 m <sup>3</sup> /s		
<b>Puissance légale et administrative</b>	240 kw		<b>240 kw</b>
Type de turbine	TURBO-POMPES	FRANCIS	
Hauteur de chute utilisable	22,30 m	12,50 m	
Débit utilisable	0,700 m <sup>3</sup> /s	0,250 m <sup>3</sup> /s	
Puissance des turbines	133 kw	22,8 kw	<b>155,8 kw</b>
Puissance électrique maximale	140 kw	30 kw	<b>170 kw</b>

#### **3-3 Fonctionnement de la micro-centrale :**

Le fonctionnement de l'installation est prévu en continu hors période d'entretien et de maintenance.

La picoturbine, installée sur la sous-dérivation d'alimentation de la PEIMA fonctionnera sur la base du débit affecté à la pisciculture soit 200 à 250 l/s.

Le groupe principal fonctionnera en complément de la picoturbine avec des débits variables suivant les consignes de gestion du barrage.

## **Titre III – DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 4– Incident ou accident**

Conformément à l'article R.214-125 du code de l'environnement, tout événement ou évolution concernant le barrage ou son exploitation et mettant en cause, y compris dans des circonstances différentes de celles de leur occurrence, la sécurité des personnes ou des biens, est déclaré, dans les meilleurs délais, par le propriétaire ou l'exploitant, au Préfet.

Par ailleurs, conformément à l'article R.214-46 du code de l'environnement, tout incident ou accident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais.

### **Article 5 – Modification de l'ouvrage ou de ses usages**

Conformément à l'article R.214-18 du code de l'environnement, toute modification apportée par le bénéficiaire au barrage ou à son mode de gestion doit être déclarée par le propriétaire ou l'exploitant, avant sa réalisation au Préfet qui peut alors fixer des prescriptions complémentaires ou demander le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

### **Article 6 – Règlements existants – droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le bénéficiaire est tenu de se conformer à toutes les lois et à tous les règlements existants ou à intervenir concernant l'hygiène, la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 7 – Publication**

Conformément à l'article R 214–37 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié selon les formes suivantes :

- L'arrêté énumérant les prescriptions énoncées ci-dessus est affiché en mairies des communes adhérentes au syndicat de bassin de l'Elorn pendant une durée minimale d'un mois ;
- Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale de 6 mois ;

### **Article 8 – Délais et voies de recours**

La présente décision, conformément aux articles L. 214-10 et L.514-6 du code de l'environnement, peut être déférée au tribunal administratif. Ainsi, les prescriptions du présent arrêté peuvent faire l'objet, de la part du bénéficiaire, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes. Un éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Les décisions prises par le présent arrêté peuvent faire l'objet, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, dans un délai de quatre ans à compter de la date de publication ou d'affichage du-dit arrêté, le délai



étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité des installations.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'un ouvrage que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **Article 9 – Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Finistère,
- le sous-préfet de Morlaix,
- le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture du Finistère,
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- le président du syndicat de bassin de l'Elorn,
- les maires des communes composantes du syndicat de bassin de l'Elorn,
- le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Finistère,

sont chargés – chacun en ce qui le concerne – de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Quimper, le - 2 DEC. 2009

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

Jacques WITKOWSKI

### **- Destinataires :**

- le préfet – direction de l'environnement et du développement durable,
- le sous-préfet de Morlaix,
- le président du syndicat de bassin de l'Elorn
- les maires des communes composantes du syndicat de bassin de l'Elorn,
- le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- le directeur régional de l'environnement de Bretagne à Rennes,
- le directeur de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.
- le président du conseil général du Finistère.